



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LRD Saint-Germain-les-Belles

ZA du Martoulet
87380 SAINT-GERMAIN-LES-BELLES

Références : UiD872026-017
Code AIOT : 0006002261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement LRD Saint-Germain-les-Belles implanté ZA du MARTOULET 87380 Saint-Germain-les-Belles. L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LRD Saint-Germain-les-Belles
- ZA du MARTOULET 87380 Saint-Germain-les-Belles
- Code AIOT : 0006002261
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LRD créée en 1989 exerce depuis 2004 sur le site du Martoulet à Saint-Germain-Les Belles. Il exerce sur ce site des activités de découpe, emboutissage et peinture sur des pièces métalliques, comprenant une chaîne de co-extrusion / vulcanisation pour la fabrication de cavaliers étanches pour vis bacs acier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales - modifications	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-54	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
4	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 2.11 -	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rétentions	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.10.	Sans objet
5	Produits chimiques – mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.	Sans objet
8	Moyens externe de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 4.2.	Sans objet
9	Moyens internes de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.	Sans objet
10	Eau - Prélèvements	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.1.3.	Sans objet
11	Circuit de refroidissement	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.	Sans objet
12	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant une régularisation de sa situation administrative au regard de l'ensemble de ses activités relevant de la nomenclature des ICPE ainsi que certaines justifications au regard de la prévention du risque accidentel (notamment prévention des pollutions eu égard au risque incendie).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales - modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-54
Thème(s) : Situation administrative, Disposition générale _ modifications
Prescription contrôlée : I. - Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration. II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration de ces modifications et précise les conditions dans lesquelles cette déclaration est transmise par voie électronique. S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. III. - Les nouvelles déclarations prévues aux I et II sont soumises aux mêmes formalités que les déclarations initiales.
Constats : L'exploitant a présenté l'historique du site en précisant qu'à l'origine, la société LRD exerçait ses activités à la gare de Saint-Germain-les-Belles. La société Plastiform's est à l'origine de la construction des locaux actuels vers lesquels la société LRD a rapatrié ses activités en 2004 (dès la fin de la construction du bâtiment). Plastiform's avait ainsi procédé dès 2001 à la déclaration du projet d'installation classée au titre des ICPE sur le site actuel, Z.A. du Martoulet à Saint-Germain-Les-Belles (récépissé de déclaration du 16/07/2021 pour l'activité au titre de la rubrique n° 2560-2 de la nomenclature). Cependant c'est bien la société LRD qui exploite le site depuis la mise en exploitation du site en 2004. L'exploitant a par ailleurs précisé que l'activité 2560 correspondait bien à la déclaration initiale faite par Plastiform's et qu'elle n'avait pas évoluée. Elle repose sur l'utilisation de 18 presses représentant un total de 169 kW (activité soumise à déclaration avec contrôle périodique). Outre cette activité de traitement mécanique des métaux, l'exploitant exerce également une activité de co-extrusion et de peinture. Le procédé consiste à appliquer une couche de caoutchouc sur un support en aluminium, peint sur le site. Il précise par ailleurs envisager prochainement la création d'une seconde ligne de production de ce type.

<p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier lors de la visite des consommations journalières de caoutchouc et de peinture (cf. point de contrôle n° 7 du présent rapport).</p> <p>Il a justifié d'un plan de masse avec les réseaux, plan actualisé en 2020 sur la base d'une extension des locaux réalisée en 2021 (local de stockage de matières premières et produits finis).</p> <p>Ainsi, sur la base des évolutions survenues (exploitant et nouvelles activités) au regard de la déclaration ICPE sus-visée de 2001, l'exploitant doit donc procéder à une déclaration en ligne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise sous 15 jours la déclaration en ligne sur le site https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920 concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le changement d'exploitant (antériorité de l'activité 2560-2) ; - la déclaration initiale des nouvelles activités.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Contrôle périodique

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58</p>
<p>Thème(s) : Autre, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L.512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R.512-59-1.</p> <p>Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.</p> <p>Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.</p> <p>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</p> <p>Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans.</p> <p>Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.</p> <p>Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié du dernier rapport de contrôle périodique correspondant à la rubrique 2560-2 (arrêté ministériel du 27/07/2015). Il a néanmoins justifié d'une commande, reposant sur un contrat renseigné et validé par ses soins à la date du 30/10/2025, pour un contrôle périodique d'ICPE 2560 soumise à déclaration avec la société DEKRA.</p> <p>L'Inspection précise à l'exploitant qu'en cas de déclaration faite au titre d'autres activités concernées par un contrôle périodique, ce dernier sera à faire au plus tard sous 6 mois après la régularisation administrative (sur la base de l'article R.512-58 - 4ème alinéa du CE).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous 15 jours, la date de réalisation du contrôle (fait ou programmé) ; - dans les 15 jours suivant sa réception, le rapport du contrôle périodique.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Réentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.10.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a pu constater sur site la présence de dispositifs de rétention au niveau des emplacements de stockage des différents produits concernés (huiles, solvants, peintures...).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Isolement du réseau de collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 2.11 -</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>

Constats :

L'exploitant a indiqué disposer d'un dispositif d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implanté de sorte à maintenir les eaux d'extinction dans un bassin de rétention commun à différents sites de la ZA. Il a par ailleurs justifié d'une procédure liée, décrivant les situations et étapes à suivre pour isoler les réseaux d'évacuations des eaux de ruissellement.

L'Inspection note cependant que la photo du bassin de rétention, qui apparaît sur cette procédure, montre un bassin déjà rempli d'eau et qui a priori ne présente plus de volume disponible pour la rétention du volume d'eaux nécessaire à l'extinction d'un incendie (volume qui devra être déterminé).

Par ailleurs les modalités d'acheminement des eaux polluées par un sinistre vers le bassin de stockage ne sont pas décrites et l'exploitant ne justifie pas de garantie sur la pertinence du dispositif en termes d'efficacité et d'étanchéité (cf. schéma du dispositif ci-dessous).



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection d'un dispositif de récupération et d'une capacité de rétention disponible en permanence, adaptés en terme d'étanchéité d'une part et de volume d'eau nécessaires en cas d'incendie d'autre part.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Produits chimiques – mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, /
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]
Constats : L'Inspection a pu vérifier sur la base d'une substance (produit dégraissant) la prise en compte par l'exploitant des mesures de maîtrise des risques prévues dans la Fiche de données de sécurité (FDS) notamment sur la base d'éléments visés dans les rubriques 5,6,7 et 13.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : L'Inspection n'a pas relevé de défaut en matière de nettoyage des locaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de la présente inspection du 3/11/2025, l'exploitant avait justifié d'un état des stocks des produits dangereux détenus et d'un plan daté matérialisant les zones à risques et emplacements des différentes substances dangereuses.

<p>L'Inspection avait attiré l'attention de l'exploitant sur les activités de co-extrusion et de peinture au regard des rubriques de la nomenclature des ICPE.</p> <p>Or, par transmission du 5/11/2025, l'exploitant a communiqué à l'Inspection un tableau d'évaluation actualisé faisant ressortir des volumes d'activités « peinture » et « extrusion de caoutchoucs » qui atteignent les seuils du régime de la déclaration, respectivement au titre des rubriques 2940.2.b) et 2661-1-c de la nomenclature des ICPE.</p> <p>Dans ces conditions et au regard de la désignation de la rubrique 2940 qui précise : <i>« Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. »</i></p> <p>Seule la rubrique n° 2661 est soumise à déclaration ICPE (la rubrique 2940 sera ainsi non-classée).</p> <p>Sur la base de la nature des produits stockés (comprenant le stockage des déchets) et des mentions de danger associées, l'attention de l'exploitant est attirée par ailleurs sur la situation du site au regard de la rubrique 4510 de la nomenclature (correspondant à des substances et mélanges « Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 »).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de sa situation au regard des rubriques 4000 (notamment 4510) de la nomenclature des installations classées, relatives aux substances visées par la directive « SEVESO » ; - le cas échéant de sa déclaration en ligne (cf. point n° 1 ci-dessus du présent rapport d'inspection).
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Moyens externe de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I - point 4.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., [...]
<p>Constats :</p> <p>Une borne d'incendie est disponible au niveau du site un peu avant l'entrée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Moyens internes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : -[...] - des extincteurs [...] à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.[...]
Constats : L'Inspection a vérifié par sondage le juste positionnement de certains extincteurs au regard des plans matérialisant leurs positionnements sur le site. Ces appareils sont par ailleurs accessibles, adaptés aux risques et leur emplacement est signalé par des panneaux. L'exploitant a justifié d'un suivi annuel de ces appareils et des dispositifs de désenfumage des locaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Eau - Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. [...] Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. [...]
Constats : Le site n'effectue pas de prélèvement dans le milieu naturel. Il est raccordé au réseau public de distribution d'eau potable et le raccordement est muni d'un dispositif évitant le retour d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Circuit de refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.

Constats : L'Inspection n'a pas constaté de présence de dispositif de refroidissement à eau. Le site dispose d'un groupe de production de froid d'une puissance inférieure à 70 KW.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) [...]
Constats : L'inspection n'a pas fait ressortir d'anomalie sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite